NUMÉRO SPÉCIAL / OCTOBRE 2026

RDC60 POLITIQUE



12e ÉDITION D'EXPO BÉTON

Kinshasa : penser la ville, organiser son avenir

LE RÉCIT DES QUATRE JOURNÉES

7-10 OCTOBRE 2026 / KINSHASA

Aristote TALY

Rdc60politique.com

DANS CE NUMÉRO

Quatre journées, une même question urbaine

Comment organiser la croissance de Kinshasa et relier les infrastructures aux besoins de ses habitants ?

Le fil de l’événement

Du 7 au 10 octobre 2026, la 12e édition d’Expo Béton a réuni à Kinshasa pouvoirs publics, professionnels et partenaires autour de la transformation des villes congolaises. Les échanges ont relié le foncier, les réseaux, le financement et les compétences.

Notre choix éditorial

Ce numéro suit les quatre journées et rassemble les interventions documentées. Les propositions sont attribuées à leurs auteurs, les projets annoncés restent présentés comme tels et les recommandations sont distinguées des décisions déjà exécutées.

La ville, dans toutes ses dimensions

Une route doit desservir des activités ; un quartier doit disposer de réseaux ; un chantier mobilise des métiers. Le magazine restitue ces liens à travers les sujets abordés et les réponses proposées durant le salon.

03 — 7 OCTOBRE — Ouverture et orientations présidentielles

04 — PROJET PHARE — Kia Mona et la planification

05-07 — 8 OCTOBRE — Foncier, urbanisme, qualité et corridors

08-10 — 9 OCTOBRE — Énergie, déchets, alimentation et gouvernance

11-14 — 10 OCTOBRE — Compétences, financement et clôture

15-16 — DOCUMENTATION — Sources et crédits photographiques

Réalisation éditoriale : RDC60 Politique / Aristote TALY. Recherche arrêtée au 15 octobre 2026. Synthèse documentaire, sans prétention à une transcription intégrale des séances.

JOUR 1 / MERCREDI 7 OCTOBRE

Tshisekedi relie les chantiers à la vie quotidienne

À l’ouverture, le chef de l’État met l’accent sur l’utilité des investissements, la qualité des ouvrages et les compétences nationales.



Félix Tshisekedi à l’ouverture de la 12e édition d’Expo Béton. Photo publiée par RDC60 Politique. [1]

La modernisation des infrastructures doit améliorer les déplacements, rapprocher les services et soutenir l’activité économique. Le 7 octobre, Félix Tshisekedi a donné cette orientation à la 12e édition d’Expo Béton, placée sous le thème de Kinshasa comme moteur de transformation des villes de la RDC.

Des équipements conçus ensemble

Le président a demandé d’intégrer l’eau, l’énergie, le logement et la connectivité dès la préparation des grands projets. Il a aussi insisté sur la coordination entre l’État, les provinces et les villes, ainsi que sur l’entretien des ouvrages dès leur mise en service. [1]

244 référentiels à examiner

La formation occupe une place précise dans ces orientations. Le chef de l’État a chargé la Première ministre de coordonner l’examen technique des 244 référentiels de métiers, leur validation et leur mise en œuvre.

Selon le compte rendu du ministère de la Formation professionnelle, il a également demandé que les grands projets comportent des engagements mesurables d’apprentissage, de certification, d’emploi local et de transfert de compétences. Ces engagements doivent être suivis pendant les travaux. [20]

JOUR 1 / PLANIFICATION ET PROJET PHARE

Kia Mona, l’extension pensée comme une ville complète

La présentation du projet replace l’habitat dans un ensemble de services, d’activités et de liaisons de transport.

KINSHASA KIA MONA

Logements · industrie · santé
mobilité · énergie · formation

Une expansion vers l’Est

Lors de l’ouverture, Thierry Katembwe Mbala, coordonnateur du CSSPEVK, a présenté les infrastructures envisagées pour Kinshasa Kia Mona. Selon le compte rendu de Zoom Eco, le projet couvre plus de 43 000 hectares et associe logements, activités industrielles, équipements sanitaires et services.

Des connexions routières, ferroviaires et fluviales sont prévues pour relier cette extension à la capitale existante. Le responsable a décrit 2026 comme une phase de structuration institutionnelle, foncière et financière, avant de nouveaux chantiers annoncés pour 2027. Ce calendrier demeure celui présenté par le porteur du projet. [4]



Jean Bamanisa Saïdi, président du comité d’organisation, lors de son intervention d’ouverture. [2]

Bamanisa : viabiliser les espaces

Dans son mot d’ouverture, Jean Bamanisa Saïdi, président du comité d’organisation, a demandé que les investissements privés s’inscrivent dans des quartiers équipés de routes, de drainage, d’eau et d’électricité.

Il a également insisté sur la protection des emprises publiques, la prévention des inondations et la traçabilité des travaux. Sa position associe planification, normes et contrôle effectif des ouvrages. Le sénateur a évoqué des propositions de loi déposées au Sénat ; leur présentation à Expo Béton ne constitue pas leur adoption. [2]

JOUR 2 / JEUDI 8 OCTOBRE

Foncier : fiabiliser les dossiers, associer les communautés

La deuxième journée aborde l’expansion de N’Sele, Maluku et Mont-Ngafula à travers la sécurisation des terres.





O’Neige N’Sele, ministre des Affaires foncières ; Mfumu Difima, représentant de l’autorité coutumière. [5, 6]

Un cadastre géolocalisé

O’Neige N’Sele a présenté les étapes de la numérisation foncière. Selon son intervention, plus de 350 agents et cadres ont été formés depuis août et neuf circonscriptions ont engagé une première phase d’archivage.

La ministre a expliqué que le travail dépasse le scannage : il suppose des plans géolocalisés et des compétences techniques. Elle a également évoqué le contrôle de la mise en valeur des concessions et l’actualisation de la mercuriale utilisée pour les transactions. Ces chantiers ont été présentés dans le cadre de la réforme foncière promulguée le 30 décembre 2025. [5]

Des droits à préserver

Mfumu Difima a demandé l’association des autorités coutumières aux procédures touchant les terres communautaires. Il a attiré l’attention sur les ambiguïtés des accords d’occupation et sur les retombées des projets pour les populations concernées. [6]

Un autre échange a porté sur l’identification des autorités légitimes, les enquêtes de vacance des terres et le consentement préalable écrit dans les situations évoquées. L’objectif présenté est de prévenir les transactions contestées et de mieux protéger les communautés lors des opérations d’aménagement. [7]

JOUR 2 / URBANISME

Planifier avant d’occuper : l’avertissement des urbanistes

La reconstruction de Kinshasa confronte les professionnels à la densification des quartiers et aux capacités limitées des réseaux.



Joël Kyana, président national de la Corporation des urbanistes congolais, au panel 4. [8]

Des erreurs qui durent

Joël Kyana a mis en cause un processus où l’occupation du sol précède sa planification. Selon l’urbaniste, certaines erreurs d’aménagement peuvent marquer une ville pendant cinquante à cent ans.

Il a cité le morcellement des parcelles et la multiplication des immeubles, qui augmentent le nombre d’habitants sans adaptation équivalente des réseaux. Son intervention appelle à replacer les documents d’urbanisme et les compétences professionnelles au centre des décisions. [8]

Répartir les fonctions urbaines

Jean Bamanisa Saïdi a, de son côté, proposé des pôles dotés d’activités, de services administratifs et d’équipements de proximité. Il présente Kia Mona comme une occasion de rééquilibrer les fonctions de la capitale.

Le sénateur a aussi évoqué les difficultés de coordination entre les réglementations nationales et provinciales, en rappelant l’existence du SOSAK élaboré en 2014. Il souhaite une clarification des responsabilités pour rendre les autorisations et les choix d’aménagement plus cohérents. [9]

JOUR 2 / QUALITÉ DES OUVRAGES ET CORRIDORS

Des constructions sûres, des territoires mieux reliés

Deux dimensions complètent les débats sur le foncier : le contrôle des ouvrages et l’organisation des pôles économiques.

La qualité au-delà du matériau

L’Office congolais de contrôle a rappelé, dans sa communication sur l’événement, son rôle dans la normalisation et la conformité des matériaux de construction. L’organisme était représenté à l’ouverture par Kakudji Mwilambwe, chef du département Contrôle technique.

Cette contribution institutionnelle met l’accent sur la sécurité des matériaux utilisés dans le BTP et sur les exigences de qualité applicables aux ouvrages. [10]

Les séances inscrites au programme

Le programme officiel du 8 octobre prévoyait un panel sur les normes, le contrôle technique et la régulation du BTP, puis un autre sur les corridors, les cités industrielles et les plateformes logistiques. [3]

Ces deux séances élargissent le périmètre annoncé des travaux : la conformité des constructions d’une part, les connexions entre lieux de production, de transport et de consommation d’autre part. Les prises de parole détaillées de ces séances ne sont pas toutes disponibles dans les sources consultées.

LES SUJETS DU 8 OCTOBRE

FONCIER	Cadastre et sécurisation des investissements
QUALITÉ	Normes et contrôle technique
URBANISME	Nouvelles cités et rénovation des quartiers
CORRIDORS	Industrie, transport et plateformes logistiques

Repères issus du programme officiel. Ils ne valent pas confirmation de la présence de tous les intervenants annoncés. [3]

JOUR 3 / VENDREDI 9 OCTOBRE

Électricité : renforcer le réseau, ouvrir de nouvelles capacités

Au panel 6, la SNEL et l’ARE exposent leurs priorités pour les investissements et la qualité du service.





Teddy Lwamba, directeur général de la SNEL, et Soraya Aziz-Moto, directrice générale de l’ARE. [11, 12]

SNEL : production et distribution

Teddy Lwamba a présenté la modernisation du réseau et l’augmentation de la production comme deux priorités complémentaires. Il a cité de nouveaux transformateurs, des équipements à renouveler et une capacité de distribution à renforcer.

Le dirigeant de la SNEL a également évoqué le solaire, les partenariats privés et des solutions d’urgence. Il a relié les difficultés de desserte à l’étalement urbain, au vandalisme et aux raccordements non conformes, en demandant une meilleure coordination avec les services d’urbanisme. [11]

ARE : projets et usagers

Soraya Aziz-Moto a expliqué vouloir résoudre les blocages administratifs qui ralentissent les promoteurs. Elle a fait état de 45 projets examinés, représentant environ 2,6 gigawatts cumulés : un portefeuille étudié, et non une capacité déjà disponible.

La directrice générale a aussi présenté les mécanismes de traitement des plaintes. Factures, coupures et problèmes de tension peuvent être soumis au régulateur après une première démarche auprès du fournisseur. Son intervention associe accompagnement des opérateurs et protection des consommateurs. [12]

JOUR 3 / ASSAINISSEMENT ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Déchets : organiser la collecte pour rendre le traitement possible

Le panel 7 relie les opérations de nettoyage aux installations de recyclage et aux projets de valorisation énergétique.





Alexander Bamanisa et Francis Useni lors des échanges sur la gestion des déchets. [15, 16]

Une matière à acheminer

Alexander Bamanisa a expliqué que la valorisation des plastiques dépend d’un approvisionnement organisé. Selon son intervention, les investissements privés doivent s’appuyer sur une collecte régulière et sur des engagements publics : accès au foncier et facilitations administratives ou fiscales.

Le directeur de CleanPlast a présenté le recyclage comme un service à inscrire dans la durée. Il a demandé de relier le nettoyage quotidien aux sites de transformation, afin que les déchets récupérés puissent retrouver une utilité économique. [15]

Bandalungwa comme projet pilote

Francis Useni, présenté comme président de l’OGEC, a exposé un projet de valorisation énergétique à Bandalungwa. L’installation envisagée pourrait recevoir des déchets provenant d’autres secteurs de Kinshasa.

Il a appelé les entreprises, banques et assurances à examiner les conditions de leur participation. Selon lui, les simulations financières et la garantie d’approvisionnement figurent parmi les étapes nécessaires. L’usine a été présentée comme un projet à développer ; les éléments consultés n’établissent pas sa mise en service. [16]

JOUR 3 / CADRE DE VIE ET GOUVERNANCE

Nourrir la ville, préparer ses services

Agriculture urbaine, approvisionnement des nouveaux quartiers et organisation institutionnelle se croisent dans les échanges du troisième jour.



Préserver des terres pour produire

Gisèle Bombele, conseillère au ministère de l’Agriculture, a proposé de protéger 15 % des terres arables dans les villes de plus de 500 000 habitants. Elle a associé cette proposition à la préservation des espaces maraîchers, à la restauration des sols et à la conservation des récoltes. Il s’agit d’une recommandation présentée au panel, pas d’une obligation adoptée. [17]

Eau et énergie dès la conception

Gulain Amani, directeur en art de bâtir et urbanisme, a demandé de dimensionner les équipements de Kia Mona et de la ZES de Maluku selon leurs besoins futurs. Il préconise des installations énergétiques autonomes et un cadre de concertation entre autorités, opérateurs et services techniques. [13]

Jean Bamanisa a, pour sa part, recommandé d’associer architectes, producteurs de matériaux et acteurs de l’énergie pour examiner les équipements intégrés aux bâtiments. Il a également évoqué le gaz pour la cuisson et annoncé la préparation d’un atelier technique. [14]

Un statut à repenser, selon Bamanisa

À la fin du huitième panel, Jean Bamanisa Saïdi a proposé une réorganisation de Kinshasa pour mieux distinguer ses fonctions de ville, de province et de capitale.

Il a déclaré soutenir une révision constitutionnelle portant sur son organisation et demandé une gouvernance propre pour Kia Mona. Cette position demeure celle du sénateur ; les sources consultées ne constatent aucune modification du statut de Kinshasa à l’issue du salon. [18]

JOUR 4 / SAMEDI 10 OCTOBRE

Reconnaître les compétences apprises sur les chantiers

Le dernier jour place la formation, les référentiels et la certification au centre de la transformation du BTP.



VAE

Faire évaluer et reconnaître un savoir-faire acquis par l’expérience professionnelle.

Marc Ekila, ministre d’État chargé de la Formation professionnelle, au neuvième panel. [19]

Le savoir-faire au-delà du diplôme

Marc Ekila a insisté sur la reconnaissance des travailleurs ayant appris directement leur métier auprès d’artisans ou sur les chantiers. La validation des acquis de l’expérience doit permettre d’évaluer ce savoir-faire et de le certifier.

Le ministre a également demandé des formations répondant aux besoins des employeurs et des référentiels actualisés. Il relie ces outils au développement de la main-d’œuvre congolaise et à l’accès aux emplois techniques. [19]

Deux centres de formation en projet

Le ministère de la Formation professionnelle rapporte la signature, le 10 octobre, d’un protocole associant le ministère, le projet Kia Mona et Makinen Suisse SA.

L’accord porte sur la construction et l’équipement de deux centres de formation, à Kia Mona et dans le Grand Kasaï. Le communiqué établit la signature et l’objet du protocole. Il ne fournit pas de preuve d’achèvement de ces centres. [20]

JOUR 4 / LES ACTEURS DE LA QUALIFICATION

Des référentiels communs, des parcours vers l’emploi

Les contributions du panel 9 précisent les liens entre formation, expérience, accompagnement entrepreneurial et certification.



Mimile Maisha / Club BTP & CMA

Le secrétaire exécutif a présenté une méthode partant des besoins économiques pour définir les qualifications. Il a évoqué l’analyse PESTEL, les référentiels métiers et les outils de validation des compétences. Sa démarche vise aussi la reconnaissance des savoir-faire acquis directement sur les chantiers. [21]



Katrien Spruyt / Enabel

L’experte a insisté sur l’harmonisation des normes de qualification et la qualité des évaluations. Elle recommande des parcours adaptés aux jeunes en formation comme aux travailleurs expérimentés, ainsi qu’une coordination associant institutions, entreprises et provinces. [22]



Godefroy Kizibai / ANADEC

Le directeur général a présenté deux référentiels : l’un pour le parcours de formation et d’incubation des entrepreneurs, l’autre pour les prestataires qui les accompagnent. Il souhaite renforcer les liens entre structures de formation, accompagnateurs et banques, afin de favoriser l’emploi et la création d’activités. [23]

INPP : former et reconnaître l’expérience

Godefroy Stanislas Tshimanga wa Muntuabo a rappelé les missions de formation continue et de qualification des demandeurs d’emploi de l’INPP. Il a également souligné son implication dans la certification professionnelle et la reconnaissance des compétences. [24]

JOUR 4 / FINANCEMENT ET CLÔTURE

Financer les projets, préciser les suites

La dernière journée associe les échanges sur les compétences à la mobilisation des ressources et à la lecture des recommandations.



Participants photographiés lors du dîner-conférence, dans l’article consacré à Sébastien Mbalanga. [25]

La Banque de l’Habitat en débat

Le dîner-conférence du 10 octobre a porté sur le financement des projets structurants de Kinshasa. Doudou Fwamba y a présenté les performances gouvernementales en matière de mobilisation des ressources, selon le compte rendu de RDC60 Politique.

L’économiste Sébastien Mbalanga Mbonde a demandé de tirer les leçons des expériences bancaires passées pour préparer la Banque de l’Habitat annoncée. Il a notamment évoqué la Banque de Crédit Agricole et les conditions de viabilité de la future institution. [25]

Une clôture rapportée par le ministère

Selon le ministère de la Formation professionnelle, les travaux ont été clôturés le 10 octobre par la Première ministre Judith Suminwa, après la lecture des recommandations par Jean Bamanisa Saïdi. [20]

Une distinction professionnelle

Le même jour, l’Association des ingénieurs du BTP a décerné un diplôme d’honneur au président du comité d’organisation. RDC60 Politique rapporte une distinction consacrée à sa contribution à la mobilisation des acteurs et à la promotion du secteur. [27]

CLÔTURE / LES RECOMMANDATIONS RAPPORTÉES

Six priorités pour prolonger les travaux du salon

Le compte rendu de clôture publié par Times.cd rapporte les propositions présentées par Jean Bamanisa Saïdi. Elles constituent des orientations de suivi. [26]

01

Coordonner le suivi

Installer auprès de la Primature un mécanisme associant les institutions et les acteurs concernés.

02

Examiner les référentiels

Poursuivre l’examen et la validation des 244 référentiels de métiers.

03

Faire avancer le cadre urbain

Progresser sur le Code de l’urbanisme et de la construction.

04

Contrôler et entretenir

Lier la réception des ouvrages publics au contrôle technique et à un plan d’entretien.

05

Planifier la réponse énergétique

Publier un plan destiné à résorber le déficit électrique de Kinshasa.

06

Reconnaître les bâtisseurs

Examiner la reconnaissance et la certification des professionnels de la construction.

Ces recommandations ne constituent ni une loi adoptée, ni une preuve de financement acquis ou d’exécution. Le ministère confirme la lecture des recommandations à la clôture ; le détail ci-dessus est rapporté par Times.cd. [20, 26]

SOURCES / INDEX DOCUMENTAIRE

Les sources du numéro

Les références numérotées dans les articles renvoient aux publications ci-dessous. Les titres sont cliquables dans le PDF.

[01] ExpoBéton 12 : Tshisekedi appelle à construire pour durer

[02] ExpoBéton 12 : Jean Bamanisa défend la planification urbaine

[03] Programme officiel des quatre journées

[04] Zoom Eco - Présentation du projet Kia Mona, 9 octobre

[05] ExpoBéton 12 : O'Neige N'Sele détaille les avancées de la numérisation foncière à Kinshasa

[06] ExpoBéton 12 : Mfumu Difima appelle à associer les autorités coutumières à la réforme foncière

[07] ExpoBéton 12 : la protection des communautés coutumières au cœur de la sécurisation foncière

[08] ExpoBéton 12 : « Une erreur d'urbanisme peut durer 100 ans », prévient Joël Kyana

[09] ExpoBéton 12 : Jean Bamanisa Saïdi voit dans Kinshasa Kia Mona une opportunité de rééquilibrer le développement de la capitale

[10] OCC - Qualité et conformité des matériaux, 9 octobre

[11] 12e édition d'Expo Béton : Teddy Lwamba, DG de la SNEL, mise sur le solaire et la modernisation du réseau à Kinshasa

[12] 12e édition d'Expo Béton : Soraya Aziz-Moto expose les priorités de l'ARE

[13] 12e édition d'Expo Béton : Gulain Amani propose une autonomie énergétique pour Kia Mona et la ZES de Maluku

[14] 12e édition d'Expo Béton : face à la SNEL et à l'ARE, Jean Bamanisa recommande des solutions énergétiques adaptées aux bâtiments

[15] 12e édition d'Expo Béton : Alexander Bamanisa détaille les conditions d'une gestion durable des déchets à Kinshasa

[16] 12e édition d'Expo Béton : Francis Useni appelle les investisseurs à transformer les déchets en énergie, avec Bandalungwa comme commune pilote

[17] 12e édition d'Expo Béton : Gisèle Bombele préconise de protéger 15 % des terres arables dans les villes de plus de 500 000 habitants

[18] 12e édition d'Expo Béton : Jean Bamanisa soutient une révision constitutionnelle sur le statut de Kinshasa

SOURCES / CRÉDITS ET MÉTHODE

Documentation et crédits

Une édition construite à partir des publications disponibles au 15 octobre 2026.

[19] 12e Expo Béton : Marc Ekila mise sur la certification et l'emploi des Congolais dans le BTP

[20] Ministère FP - Panel 9, accord et clôture, 11 octobre

[21] Expo Béton 2026 : Mimile Maisha expose la méthodologie d'élaboration des référentiels nationaux des métiers

[22] 12e édition d'Expo Béton : Katrien Spruyt présente l'approche d'Enabel pour renforcer la formation et la certification des métiers en RDC

[23] 12e édition d'Expo Béton : Godefroy Kizibai présente les mécanismes de l'ANADEC pour relier formation, entrepreneuriat et emploi

[24] 12e édition d'Expo Béton : 16 540 bénéficiaires formés, l'INPP met en lumière son rôle dans la qualification professionnelle en RDC

[25] Expo Béton 12 : Sébastien Mbalanga appelle à tirer les leçons du passé pour réussir la Banque de l'Habitat en RDC

[26] Times.cd - Recommandations de clôture, 11 octobre

[27] Expo Béton 2026 : Jean Bamanisa Saïdi honoré par les ingénieurs du BTP

Complément institutionnel

Ministère de la Formation professionnelle : instructions présidentielles sur les compétences et les 244 référentiels, 11 octobre 2026.

Photographies

Images reprises des articles publics de RDC60 Politique cités dans ce numéro : couverture et p. 4 [2] ; p. 3 [1] ; p. 5 [5, 6] ; p. 6 [8] ; p. 8 [11, 12] ; p. 9 [15, 16] ; p. 10 [17] ; p. 11 [19] ; p. 12 [21, 22, 23] ; p. 13 [25]. Les filigranes existants sont conservés. Aucun visage n'a été modifié pour cette édition.

Les noms des photographes et les autorisations de réutilisation ne sont pas précisés dans les articles consultés. Cette version est destinée à la revue éditoriale ; les droits iconographiques restent à confirmer avant diffusion ou impression publique.

Périmètre de la couverture

Les quatre journées sont couvertes par leurs thèmes et les interventions retrouvées. Les séances moins documentées sont signalées comme inscrites au programme. Les listes d'intervenants annoncés ne sont pas utilisées comme preuve de présence. Les visites du 11 octobre, hors des quatre journées demandées, ne sont pas développées.

RDC60 Politique / Aristote TALY
Rdc60politique.com